Extrait du Alger républicain
https://www.alger-republicain.com/Elie-Domota-repond-lors-d-un.html

GUADELOUPE

Elie Domota répond lors d'un meeting du LKP au discours de Sarkozy sur l'Outre Mer

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2009

Description :

Byen bonswa,

Comme beaucoup d'autres ce matin, nous nous sommes réunis pour écouter le discours de Nicolas Sarkozy. Je ne sais pas si vous l'avez aussi noté, mais il était fatigué, il bégayait ; et nous nous sommes bien rendus compte qu'il parlait sans croire en ce qu'il disait.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Il a commencé par les Etats Généraux et affirmé que dans toutes les colonies, 100 000 personnes y avaient pris part. Et que plus de 130 000 avaient adressé des contributions par internet. Mais en Guadeloupe, nous les cherchons encore [ces contributeurs]. Car ceux qui y ont participé doivent se demander ce qu'il en est advenu de leurs « contributions ». Les restitutions ont eu lieu à Paris. Et à la journée d'aujourd'hui pas un guadeloupéen n'en connait le contenu. La préfecture avait assuré qu'une brochure serait réalisée pour informer les guadeloupéens sur les travaux des différents Ateliers. [En attendant] Sarkozy a déjà pris ses décisions.

Ils sont bien embarrassés, car ce qui a été annoncé était déjà connu : nous avions déjà parlé de l'université, de la faculté de médecine. Et pourtant nous ne sommes pas au gouvernement. Et pour s'en sortir que nous disent-ils ? Qu'il faudra d'autres comités interministériels... Mais nous avions bien compris qu'il ne s'agissait que d'une vaste blague et que tout ce qui pouvait y être dit servait à nous endormir et à nous couillonner.

Il y a quelque chose qu'il fallait entendre dans le discours de Sarkozy... Il a plusieurs fois répété que sans les Outre Mer la France n'était rien. Il a dit que c'est grâce à notre biodiversité qu'ils sont un grand pays. Que c'est grâce à nos espaces maritimes qu'ils sont la deuxième puissance maritime au monde. Que c'est grâce à la Guyane qu'ils ont la possibilité de faire décoller des fusées. Que c'est grâce à nous qu'ils ont aussi puissants... Et il a cité des noms de sportifs, d'écrivains...

Mais il a oublié de dire, que c'est grâce aux conquêtes coloniales qu'ils sont devenus un « *grand pays* ». Et aujourd'hui, les conquêtes coloniales ont pour nom : crime contre l'humanité, esclavage, pillages, vols, viols. Voilà comment ils sont devenus un « *grand pays* ».

Donc quand ils nous disent qu'ils nous « donnent » l'Allocation Parent Isolé, le RMI ; que nous sommes les danseuses de la république, et que ce sont les transferts sociaux qui nous « nourrissent »... nous leur rétorquons qu'il faut nous respecter.

Et ce que nous devons entendre dans son discours, c'est ce qu'ils nous doivent ! Quand Sarkozy dit que sans nous ils ne sont rien, c'est la vérité. Parce que tout ce qu'ils ont, c'est à nous qu'ils l'ont pris ! Ils ont volé aux quatre coins du monde, pour être aujourd'hui un « *grand pays* ».

Et il y a quelque chose de particulièrement méprisant dans la politique de Sarkozy. Il n'en a pas parlé, mais une des fiches du Comité Interministériel sur l'Outre Mer le prévoit : pour la Polynésie - là même où ils ont fait des essais nucléaires durant des années et des années, là où ils ont pollué les terres, empoisonné les populations avec des radiations pour des générations ou pour l'éternité - ils comptent faire des atolls de Mururoa et de ces îlets un Lieu de Mémoire et de Fierté Nationale.

Ainsi, ils ont commis leurs abominations sur ces populations durant des dizaines d'années ; et aujourd'hui Sarkozy leur dit : eh bien, vous l'avez subi, mais c'était pour la grandeur de la Nation. Mais pourquoi n'ont-ils pas fait exploser leurs bombes nucléaires dans le Languedoc-Roussillon ? Pourquoi pas dans le Bas-Rhin ? Pourquoi pas à Paris ? Parce ce qu'ils connaissaient les dangers !!! Ils l'ont donc fait en Polynésie...

Pourquoi n'ont- ils pas utilisé la chlordécone pour leur agriculture ? Parce qu'ils en connaissaient les dangers !

Et aujourd'hui que nous propose t-il ? Que 2011 soit l'année de l'Outre Mer ! Pour afficher notre diversité culturelle en France... Et cela nous renvoie à quoi ? Aux Expositions coloniales... Ils allaient chercher des êtres humains en Nouvelle Calédonie, en Afrique, dans l'Océan Indien et ils les parquaient au jardin d'acclimatation à Paris. Ils les

Copyright © Alger républicain

exposaient à la vue des français en expliquant qu'il s'agissait de les civiliser et d'en faire des hommes... Le matin, les passants les voyaient habillés en costume traditionnel, donc quasi nus, et l'après-midi ils les revêtaient autrement et disaient commencer ainsi leur socialisation...

Tout le discours de Sarkozy était basé sur une seule chose : l'ancrage de la domination coloniale sur nous ! Car notons bien qu'à chaque fois qu'il parlait d'Etat guadeloupéen - d'Etat local pour reprendre son terme exact - il précisait aussitôt qu'il nommait dans le même temps un sous-préfet chargé de la cohésion, un Commissaire chargé du développement endogène... Il s'agissait à chaque fois de renforcer la position de l'Etat dans notre pays. Et quand il annonce confier au préfet le soin de gérer les budgets, c'est toujours pour mieux surveiller et contrôler ce qui se passe ici.

Voilà ce qu'il nous faut retenir... Mais au niveau des propositions qu'avons-nous entendu ?! Rien...

Et aujourd'hui on entend quelques uns affirmer que, oui, il y avait quand même un contenu. Qu'il y avait 137 mesures... Peut-être ne savons-nous pas bien compter... Mais nous ne les avons pas entendues ! Peut-être n'a-t-il pas pu toutes les citer...

Ainsi pour la formation des prix, il nous annonce la mise sur pied d'un GIR (Groupe d'Intervention Régionale) pour surveiller les prix, et la décision de fédérer les services de la répression des fraudes, la Douane - et peut-être même l'Inspection du travail - pour contrôler les prix ! Rien que des services qui existent déjà ! Cela entre dans le cadre de la réforme des institutions de l'Etat ; qui veut que l'on compresse tous les services : avec L'ANPE et l'ASSEDIC ils ont fait POLE EMPLOI, avec les IMPOTS et le TRESOR...

Mais ce que nous devons surtout retenir, c'est que la dernière fois que nous l'avons rencontré, le préfet nous affirmé que nous sommes dans un pays où règne la liberté des prix. Et que nous propose Sarkozy ? De mettre plus de supermarchés pour faire jouer la concurrence ! Lorsqu'il propose de baisser les seuils, c'est pour permettre aux groupes LECLERC & AUCHAN de venir s'installer en Guadeloupe !

Nous sommes déjà embarrassés avec ceux qui nous volent et lui nous propose d'en faire venir d'autres pour nous couillonner encore ! Voilà donc ce qu'il nous propose : défendre la concurrence et non pas défendre l'intérêt général.

Et quand il nous assure vouloir défendre le développement endogène et la production locale, c'est totalement contradictoire : car ces nouveaux supermarchés qu'il souhaite voir s'installer, où mettront-ils leurs entrepôts ? Surement pas à Matouba [Zone montagneuse de Basse-Terre]... Mais sur nos terres plates, depuis Capesterre [Belle Eau] jusqu'à Morne à l'Eau.

Et quand ils font un port en eaux profondes, c'est aussi pour faire entrer des milliers et des milliers de containers : 1 million de containers par an pour alimenter les commerces d'ici et dans toute la Caraïbe. Voilà ce qu'ils ont programmé !

Et quand il nous annonce la création d'un vaste marché Guadeloupe - Martinique ; la Guadeloupe sera le port de transbordement : les marchandises arrivant ici, transitant par la Martinique, avant de prendre la direction de la Caraïbe !

Et c'est cela qui permettra de développer notre agriculture ?! Camarades, réfléchissons y : lorsque l'igname sortira à 50cts au Costa-Rica, ou au Cameroun ; et la banane à 20 cts du Ghana... que ferons nous ici ?! Nos agriculteurs ne pourront pas [vivre] et nous non plus...

Copyright © Alger républicain

Voilà la réalité : derrière tout ce qu'a dit Sarkozy sur le développement et la production locale, ce n'est que du blablabla. S'il n'y a pas de mesures pour protéger et développer la production locale, eh bien, nous ne nous en sortirons pas. Et ce que Sarkozy nous propose c'est plus de concurrence, casser la production locale, empêcher l'agro transformation et faire en sorte que la Guadeloupe devienne une vaste colonie de consommation des surplus de l'Union Européenne. Et faire en sorte que les importateurs distributeurs fassent entrer toutes sortes de produits ici, jusqu'à ce qu'ils finissent par tuer toute production locale.

Voilà ce que cache son discours ! Ce n'est ni plus ni moins que le plan du grand capital international que Sarkozy veut mettre en place ici. Et nous devons le contrer ! Nous ne pouvons pas accepter de dire qu'il faut aujourd'hui défendre la production agricole, l'agro transformation, les 50 000 hectares de terres agricoles ; qu'il faut faire en sorte que l'agriculture de ce pays nourrisse principalement le peuple d'ici, avant qu'ils n'aillent chercher des produits à l'étranger... et accepter que dans le même temps Sarkozy nous propose plus de supermarchés, plus de consommation, plus de produits importés.

Et ce ne sont pas les LUREL [président du Conseil régional], les GILLOT [président du Conseil général] ou d'autres qui vont s'y opposer : leur budgets reposent sur les importations ; sur la taxe d'octroi de mer. Plus il y a d'importations, plus ils se font du fric ; pour mieux bombancer ! Voilà ce qu'ils souhaitent comme avenir pour ce pays. Et là nous leur disons, non nous ne sommes pas d'accord !

Nous n'avons pas entendu un mot sur l'essence, les camarades l'ont dit. Pas un mot, alors qu'il sait que TOTAL avec la complicité de l 'Etat, nous vole depuis toujours ! Nous n'avons pas entendu un mot sur la participation de l'Etat sur les salaires, alors que l'Etat s'est engagé avec les organisations patronales à augmenter les salaires de 200Euros nets. Et jusqu'à présent, l'Etat ne respecte pas ses engagements. Pire encore, nous n'avons rien entendu sur le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes. Comment pouvons-nous comprendre qu'il y ait un chômage frappant 6 jeunes sur 10 dans ce pays. Et que la seule chose que l'Etat décide, c'est qu'à partir du 1er janvier [2010], toute entreprise employant plus de 50 salariés doit obligatoirement embaucher deux seniors de plus de 50 ans ; faute de quoi elle aura un impôt à payer. Nous sommes d'accord qu'il faille embaucher des personnes de tous âges. Mais que faisons-nous pour les jeunes de moins de 25 ans ? Que faisons nous pour tous les jeunes livrés à la rue avec ou sans formation, avec ou sans diplôme ?! Pas un mot ! Et pourtant il y avait un Atelier sur la formation et l'insertion des jeunes.

Pas un mot ! Et l'on entend Lurel nous dire sur les média que, oui, il y a un Plan d'urgence qui est mis sur pied par la Région avec Pôle Emploi... Nous avons rencontré P. Dumirier [Directeur régional de Pôle Emploi en Guadeloupe] : il n'y a rien à l'intérieur du Plan. Rien, zéro. Il ne nous a jamais parlé durant 8 mois, parce que le préfet lui avait donné l'ordre de ne pas parler au LKP. Un guadeloupéen..., mais qui a accepté de refuser de nous parler...

Ils proposent un soit disant Plan d'urgence pour la jeunesse consistant à recevoir les jeunes à Pôle Emploi, puis à leur proposer des contrats aidés. Ils ne proposent absolument rien d'autre !

Et aujourd'hui, ils s'étonnent de la violence, et qu'il y ait des problèmes au pays... : La paix sociale ne peut pas exister dans un pays quand les jeunes ne travaillent pas. Quand on a 20 ou 25 ans, il vous faut une formation, il vous faut un projet de vie. Faute, il y aura automatiquement des déviances ! Nous ne légitimons pas les déviances ; mais dans tous les pays les choses se passent ainsi : si il n'y a pas d'emploi pour la jeunesse, on va vers le chaos, on va dans le mur. C'est cela la réalité !

Et nous devrions nous féliciter que Sarkozy ait annoncé la création d'un vivier de compatriotes vivant en France qui seraient mutés lorsque des postes se libéreraient. Ils voudraient que l'on applaudisse... On ne le peut pas... Nous le redisons : les recrutements en Guadeloupe - qui dans le public, qui dans privé ; et singulièrement dans l'encadrement - sont des recrutements racistes ! Les entreprises en Guadeloupe pratiquent des recrutements

Copyright © Alger républicain

racistes !

Ainsi, alors qu'en France des associations comme SOS RACISME parviennent à réaliser des rapports démontrant que les « minorités visibles » - puisque c'est ce nom qu'ils nous ont donné - sont victimes de racisme en France pour l'accès au logement ou à l'emploi... Ici, lorsque nous demandons à l'Etat de faire des enquêtes ou de trouver des systèmes pour faire des enquêtes, la réponse est toujours celle-ci : « *oui, certes, mais cela est gênant...* ».

Comment pouvons-nous expliquer qu'il ait tant de jeunes diplômés au chômage ?

Et là Sarkozy a fait fort : à chaque fois qu'il abordait un thème, il faisait mine de s'interroger : Mais comment se fait t'il que lorsque l'on entre dans une administration, on ne voit pas de guadeloupéens ? Mais comment se fait-il que nous consommions autant d'oeufs importés ? Mais comment se fait t-il que nous allions acheter des pulpes à l'étranger ? ... Il ne comprend pas... Et pourtant cela fait 20 ans que cet homme est en politique : il a été ministre de l'Intérieur, il est président de la République, il a disposition des conseillers, dont Mme Penchard qui fut sa conseillère spéciale [pour l'Outre Mer] à l'Elysée... Il joue donc à l'étonné. Il est si étonné qu'il annonce des mesures. Et tente par ce biais de nous couillonner. Et l'on entend deux ou trois de ses affidés nous dire que c'est très bien et qu'il faut en conséquence s'y atteler...

Un discours vide ! Mais il y a autre chose qui nous a bien fait rire : Sarkozy a annoncé qu'il allait demander aux syndicats français de reconnaitre que nous sommes représentatifs. Alors qu'il y a une loi parue le 20 aout 2008 qui a mis fin ? la représentativité irréfragable des 5 syndicats français [CFDT - CFTC - CGC - CGTG - CGT/FO] ! Cela signifie que celui qui lui a écrit ce discours ignore encore l'existence de cette loi !

Ainsi par exemple, il faudrait que L'UGTG demande à un syndicat français - FO par exemple, pour taquiner le camarade EVARISTE [secrétaire fédéral de FO en Guadeloupe] - de reconnaitre sa représentativité en Guadeloupe ! Non, Sarkozy se fout de nous ! Et nous avons entendu quelques journalistes reprendre ces propos, comme s'il s'agissait d'une « grande annonce » ! Nous lui rétorquons que nous n'en avons pas besoin : nous avons l'habitude de lutter et nous continuerons !

Et nous pouvons prendre d'autres exemples... Sarkozy propose de créer un Observatoire des prix et de mettre à sa tête une personne indépendante pouvant saisir l'Autorité de la Concurrence ! Mais pourquoi faire un tel cinéma ?! Aujourd'hui toutes les institutions existantes peuvent la saisir. Pourquoi ne le font t'elles pas ? Le préfet, justement, qui préside l'Observatoire des prix, pourquoi ne l'a-t-il jamais fait ?! Parce que tout simplement, l'Observatoire des prix ne sert strictement à rien ! Il est là pour observer les prix... Il les observe et après le préfet prend sa décision. Nous l'avons tous vu en septembre : Mme Penchard a présidé une réunion de l'Observatoire des prix à propos de la hausse des carburants. Toutes les personnes présentes à cette réunion y étaient opposées. Et pourtant, le lendemain matin, le préfet a pris un arrêté augmentant le prix de l'essence de 6 cts. Voilà ce qu'est l'Observatoire des prix : vous êtes assis dans une salle, libre à vous de déblatérer tant qu'il vous plaira... Mais l'objectif est atteint : on vous a consulté et vous n'avez plus rien à dire ! Voilà la vérité !

Aujourd'hui, ils sont conscients d'une chose : ils ne peuvent plus continuer à nous couillonner ! Dans le même temps qu'ils font la restitution de leurs Etats Généraux, ils savent très bien que les Guadeloupéens ne marchent plus dans leurs combines !

Ainsi, alors même que se déroule la restitution des Etats Généraux, le préfet nous adresse un courrier nous disant que Mme Penchard en personne nous invite à une réunion le 14 novembre : celle de la Commission de suivi des accords du 4 mars, qu'elle présidera. Nous lui avons répondu que nou ka vinn bandé ! [nous nous y rendrons très déterminés...].

Copyright © Alger républicain

Mais souvenez-vous : Mòso Desforges la [le préfet de Guadeloupe] est passé à la télé pour dire que tous les problèmes étaient réglés. Mais c'est extraordinaire... : Tous les problèmes sont réglés, mais Sarkozy trouve qu'il en reste encore ! Tous les problèmes sont réglés, mais Mme Penchard vient spécialement pour les régler !

Et nous avons dit à Mme Penchard que s'agissant de l'accord BINO, l'essence, les prix... : ce n'est pas de transparence que nous avons besoin mais d'arrêter la pwofitasyon sur les Guadeloupéens. Les problèmes de la formation des jeunes, de la discrimination, du chlordécone, de l'Education... : il faut qu'elle nous réponde concrètement là-dessus.

[...]

Il s'agit pour nous de rester mobilisés et de ne jamais nous décourager. Car on entendra rapidement des gens nous dire : oui, c'est un premier pas, tous les problèmes ne peuvent pas se régler en un jour...

Aujourd'hui, nous devons être bien conscients que l'Etat ne peut pas nous donner de réponse. L'Etat a des réponses mais ces réponses l'obligent à négocier avec le peuple de Guadeloupe. Ces réponses l'obligeront, par exemple, à négocier un nouveau système éducatif :

Comment pouvons-nous tolérer que chaque année 1000 à 1500 jeunes sortent du système scolaire sans aucune formation ? Comment pouvons-nous comprendre qu'à peine un enfant sur trois d'une même classe d'âge arrive au Bac ? Nous ne pouvons l'accepter !

Camarades, que la semaine prochaine, le samedi 14 novembre à 08h00 du matin, nous rencontrons Mme Penchard à Basse-Terre. Nous demandons à tous les Guadeloupéens d'être présents devant la préfecture !

Pour dire à Mme Penchard que nous voulons des réponses. Des réponses précises et concrètes sur la plateforme de revendications que nous avons posées. Et que tout le blablabla qu'elle et Sarkozy, peuvent raconter ne nous concerne pas.

Aujourd'hui, ils n'ont apporté aucune réponse aux revendications posées, ils n'ont apporté aucune réponse dans le cadre du protocole, ils n'ont apporté aucune réponse quant à leurs engagements !

Et nous devons bien nous convaincre qu'ils nous doivent, camarades ! Si la France est un grand pays aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont bâti leurs fortunes sur le sang et la sueur de nos parents et sur les nôtres.

Il ne s'agit pas de dire que nous rentrons dans l'assistanat : il s'agit de dire qu'aujourd'hui nous devons négocier d'égal à égal ; et qu'ils arrêtent de nous prendre pour les danseuses de la République ! Nous ne sommes pas leurs enfants, nous ne sommes pas leurs serpillères ! Il nous faut les regarder dans le blanc des yeux et leur dire que nous refusons de marcher encore. Il faut que nos enfants travaillent au pays ; et qu'ils mettent fin aux discriminations - dans le public et dans le privé !

Nous avons aussi à prendre des engagements : arrêter de temps en temps d'aller pousser des caddies dans leurs magasins. Le camarade BANDOU [secrétaire général de L'Union des Producteurs de Guadeloupe] est là : L'UPG et les autres camarades agriculteurs font un travail extraordinaire. Continuons à manger ce que nous produisons. Essayons de faire de frites avec nos madères et nos bananes. Achetons notre poisson. Faisons en sorte d'être solidaires pour leur montrer que nous en avons assez de leurs supermarchés.

Copyright © Alger républicain

Comment comprendre qu'il y ait autant de fast-food entre Baie-Mahault, les Abymes, Pointe à Pitre et le Gosier ?! Nous sommes certainement la région où il ya le plus de MAC DONALD'S et de KFC au mètre carré : et nos enfants avalent leurs cochonneries à longueur de journée ! De manière à leur prouver que nous avons grandi et muri et que nous n'acceptons plus d'être tournés en bourrique !

Rendez-vous donc le samedi 14 novembre à Basse-Terre, à la préfecture, de façon à dire à Mme Penchard que nous voulons des réponses précises et concrètes sur tous les points prévus ; et la reprise des négociations sur les points restant à examiner.

Alors, surtout, ne nous décourageons pas et ne disons pas que cela fait déjà une année que nous luttons. Camarades, les luttes à venir sont encore nombreuses : nous ne pouvons nous contenter de deux ou trois baisses des prix des produits de première nécessité, deux ou trois centimes enlevés sur certains produits. Nous devons faire en sorte d'abolir la pwofitasyon ; que nos enfants aient des formations, qu'ils aient un emploi ; faire en sorte de défendre notre production ; et de gagner sur toutes nos revendications !

Et c'est seulement si nous restons rivés à nos revendications qu'elles aboutiront ; en confiance et en audace, en responsabilité et en détermination !

Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !

Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !

Jou nou ké mété a jounou, Pé'y jan vwè jou !

Pointe ? Pitre, vendredi 6 novembre 2009

Copyright © Alger républicain